

# BULLETIN OFFICIEL

## CONVENTIONS COLLECTIVES



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

Direction  
de l'information  
légale  
et administrative



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail,  
de l'emploi,  
de la formation  
professionnelle  
et du dialogue social

Ministère de l'agriculture,  
de l'agroalimentaire  
et de la forêt

BULLETIN OFFICIEL  
CONVENTIONS COLLECTIVES

# BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

**FASCICULE N° 2013/50 DU 4 JANVIER 2014**

	<u>Pages</u>
<b>Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social....</b>	<b>1</b>
<b>Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt .....</b>	<b>44</b>

MINISTÈRE DU TRAVAIL,  
DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
ET DU DIALOGUE SOCIAL

---

## CONVENTIONS COLLECTIVES

### SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2013/50

#### CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
<b>Assurance (inspection) :</b> accord du 22 avril 2013 relatif aux rémunérations minimales pour l'année 2013.....	4
<b>Assurances (sociétés) :</b> accord du 22 avril 2013 relatif aux rémunérations minimales pour l'année 2013.....	7
<b>Assurances (sociétés [échelons intermédiaires]) :</b> accord du 22 avril 2013 relatif aux rémunérations minimales pour l'année 2013 .....	10
<b>Assurances (sociétés [producteurs salariés]) :</b> accord du 22 avril 2013 relatif aux rémunérations minimales pour l'année 2013 .....	12
<b>Boulangerie et pâtisserie (activités industrielles) :</b> avenant n° 13 du 16 octobre 2013 relatif à la portabilité des droits.....	14
<b>Bureaux d'études techniques :</b> avenant du 16 octobre 2013 à l'annexe du 11 février 2009 relatif au paritarisme.....	17
<b>Cinéma (production) :</b> adhésion par lettre du 25 novembre 2013 de l'AFPE, de l'APC, du SPI, de l'UPF à la convention.....	19
<b>Cynégétiques (structures associatives) :</b> accord du 15 octobre 2013 relatif à la prorogation des mandats des IRP.....	20
<b>Médiateurs sociaux du travail (Pays Landes Nature Côte d'Argent) :</b> accord du 7 mai 2013 relatif aux droits et devoirs des salariés .....	22
<b>Métallurgie (Alpes-Maritimes) :</b> accord du 12 novembre 2013 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques et aux taux garantis annuels pour l'année 2013 .....	26
<b>Métallurgie (Loiret) :</b> accord du 21 octobre 2013 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques, aux rémunérations annuelles garanties et à la valeur du point pour l'année 2013..	31
<b>Métallurgie (Vaucluse) :</b> avenant n° 64 du 7 novembre 2013 relatif à la valeur du point au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 et aux taux garantis annuels pour l'année 2013.....	34
<b>Optique-lunetterie de détail :</b> adhésion par lettre du 28 novembre 2013 de la fédération des opticiens de France à l'avenant n° 1 du 12 septembre 2013 .....	37
<b>Presse (information spécialisée [employés]) :</b> adhésion par lettre du 30 septembre 2013 de l'UNSA spectacle et communication à la convention.....	38
<b>Transport aérien (personnel au sol) :</b> avenant n° 1 du 18 octobre 2013 à l'accord du 27 mars 2012 relatif à la formation professionnelle.....	39

<b>Travail temporaire (entreprises) :</b> avenant n° 4 du 11 octobre 2013 à l'accord du 10 décembre 2009 relatif à la contribution au FPSPP .....	41
<b>Travaux publics (Midi-Pyrénées [ouvriers, ETAM]) :</b> rectificatif au <i>Bulletin officiel</i> n° 2013-03 du 9 février 2013 .....	43

Brochure n° 3267

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1679. – INSPECTION D'ASSURANCE**

**ACCORD DU 22 AVRIL 2013**  
**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES POUR L'ANNÉE 2013**

NOR : ASET1351193M  
IDCC : 1679

Vu les articles 29, 30 et 31, premier tiret, de la convention collective nationale de l'inspection d'assurance du 27 juillet 1992 ;

Vu les articles L. 2241-1 et L. 2241-9 du code du travail ;

Vu l'article 6 de l'accord du 19 décembre 2008 relatif à la mixité et à la diversité dans les sociétés d'assurances,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Barème des rémunérations minimales annuelles*

1. Dans le cadre de l'article 31, premier tiret, de la convention collective nationale de l'inspection d'assurance du 27 juillet 1992, le barème des rémunérations minimales annuelles (RMA) prévu à l'annexe II de ladite convention est fixé, à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2013, conformément au tableau joint au présent accord.

2. Le barème des rémunérations minimales annuelles (RMA) fixé au 1 ci-dessus est applicable dans les entreprises indépendamment du contenu et des résultats, quels qu'ils soient, des négociations d'entreprise sur les salaires effectifs prévues par l'article L. 2242-1 du code du travail.

Cette mise en application s'effectue dans les conditions prévues par les articles 29 et 30 de la convention collective nationale du 27 juillet 1992.

3. Les dispositions ci-dessus ne concernent pas les inspecteurs qui ne sont plus en fonction dans les entreprises à la date de signature du présent accord.

**Article 2**

*Suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes*

1. Il est rappelé que les employeurs sont tenus d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Le barème des RMA fixé au 1 de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus est conforme à ce principe et ne peut conduire à des différences de traitement entre les femmes et les hommes.

2. Au sein de chaque entreprise, les employeurs s'attacheront à vérifier qu'il n'existe pas d'écarts de rémunération non justifiés entre les femmes et les hommes.

### **Article 3**

#### *Dispositions relatives aux départements d'outre-mer (DOM)*

Par dérogation à l'article 2 de la convention collective nationale du 27 juillet 1992, les partenaires sociaux s'engagent, dans le cadre du présent accord, à appliquer le barème des RMA fixé par le 1 de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus aux salariés des sociétés d'assurances travaillant dans les DOM et dont le contrat de travail a été conclu hors de France métropolitaine.

Fait à Paris, le 22 avril 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

FFSA.

#### **Syndicats de salariés :**

CSFV CFTC ;

SNIA ;

Fédération de l'assurance CFE-CGC ;

FBA CFDT.



## ANNEXE

### Rémunérations minimales annuelles au 1<sup>er</sup> janvier 2013

*(En euros.)*

CLASSE	MONTANT
5	30 400
6	40 110
7	55 970

Brochure n° 3265

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1672. – SOCIÉTÉS D'ASSURANCES**

ACCORD DU 22 AVRIL 2013  
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES POUR L'ANNÉE 2013

NOR : ASET1351194M  
IDCC : 1672

Vu les articles 2, 31, 32 et 33 *a* de la convention collective nationale du 27 mai 1992 ;  
Vu les articles L. 2241-1 et L. 2241-9 du code du travail ;  
Vu l'article 6 de l'accord du 19 décembre 2008 relatif à la mixité et à la diversité dans les sociétés d'assurances,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Barème des rémunérations minimales annuelles*

1. Dans le cadre de l'article 33 *a* de la convention collective nationale du 27 mai 1992, le barème des rémunérations minimales annuelles (RMA) prévu à l'annexe II de ladite convention est fixé, à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2013, conformément au tableau joint au présent accord.
2. Le barème des rémunérations minimales annuelles (RMA) fixé au 1 ci-dessus est applicable dans les entreprises indépendamment du contenu et des résultats, quels qu'ils soient, des négociations d'entreprise sur les salaires effectifs prévues par l'article L. 2242-1 du code du travail.  
Cette mise en application s'effectue dans les conditions prévues par les articles 31 et 32 de la convention collective nationale du 27 mai 1992.
3. Les dispositions ci-dessus ne concernent pas le personnel qui n'est plus en fonction dans les entreprises à la date de signature du présent accord.

**Article 2**

*Suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes*

1. Il est rappelé que les employeurs sont tenus d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.  
Le barème des RMA fixé au 1 de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus est conforme à ce principe et ne peut conduire à des différences de traitement entre les femmes et les hommes.
2. Au sein de chaque entreprise, les employeurs s'attacheront à vérifier qu'il n'existe pas d'écarts de rémunération non justifiés entre les femmes et les hommes.

### **Article 3**

#### *Dispositions relatives aux départements d'outre-mer (DOM)*

Par dérogation à l'article 2 de la convention collective nationale du 27 mai 1992, les partenaires sociaux s'engagent, dans le cadre du présent accord, à appliquer le barème des RMA fixé par le 1 de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus aux salariés des sociétés d'assurances travaillant dans les DOM et dont le contrat de travail a été conclu hors de France métropolitaine.

Fait à Paris, le 22 avril 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

FFSA ;  
GEMA.

#### **Syndicats de salariés :**

SNCAPA CFE-CGC ;  
CSFV CFTC ;  
Fédération de l'assurance CFE-CGC ;  
SNAATAM CFE-CGC ;  
FBA CFDT.

## ANNEXE

### Rémunérations minimales annuelles au 1<sup>er</sup> janvier 2013

*(En euros.)*

CLASSE	MONTANT
1	17 690
2	18 800
3	21 650
4	25 680
5	30 340
6	40 110
7	54 520

**Convention collective nationale**

**IDCC : 438. – ÉCHELONS INTERMÉDIAIRES DES SERVICES  
EXTÉRIEURS DE PRODUCTION DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES  
(13 novembre 1967)**

ACCORD DU 22 AVRIL 2013

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES POUR L'ANNÉE 2013

NOR : ASET1351190M

IDCC : 438

Vu l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, de la convention collective de travail des échelons intermédiaires des services extérieurs de production des sociétés d'assurances du 13 novembre 1967 ;

Vu les articles L. 2241-1 et L. 2241-9 du code du travail ;

Vu l'article 6 de l'accord du 19 décembre 2008 relatif à la mixité et à la diversité dans les sociétés d'assurances,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunération minimale annuelle*

1. La rémunération minimale annuelle des échelons intermédiaires prévue à l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, de la convention collective de travail des échelons intermédiaires des services extérieurs de production des sociétés d'assurances du 13 novembre 1967 est portée à 19 460 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

2. Cette majoration conduit à rappeler qu'il peut, naturellement, être exigé des échelons intermédiaires, notamment en application de l'article 3 de la convention collective, le respect d'obligations professionnelles en termes de minimum d'activité et de production.

3. Les dispositions ci-dessus ne concernent pas les échelons intermédiaires qui ne sont plus en fonction dans les entreprises à la date de signature du présent accord.

**Article 2**

*Suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes*

1. Il est rappelé que les employeurs sont tenus d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

La rémunération minimale annuelle fixée au 1 de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus est conforme à ce principe et ne peut conduire à des différences de traitement entre les femmes et les hommes.

2. Au sein de chaque entreprise, les employeurs s'attacheront à vérifier qu'il n'existe pas d'écarts de rémunération non justifiés entre les femmes et les hommes.

Fait à Paris, le 22 avril 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

FFSA.

**Syndicats de salariés :**

SNCSA CFE-CGC ;

CSFV CFTC ;

Fédération de l'assurance CFE-CGC ;

FBA CFDT.

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 653. – PRODUCTEURS SALARIÉS DE BASE**  
**DES SERVICES EXTÉRIEURS DE PRODUCTION**  
**DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES**  
**(27 mars 1972)**

---

ACCORD DU 22 AVRIL 2013  
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES POUR L'ANNÉE 2013

NOR : ASET1351191M  
IDCC : 653

Vu l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, de la convention collective de travail des producteurs salariés de base des services extérieurs de production des sociétés d'assurances du 27 mars 1972 ;

Vu les articles L. 2241-1 et L. 2241-9 du code du travail ;

Vu l'article 6 de l'accord du 19 décembre 2008 relatif à la mixité et à la diversité dans les sociétés d'assurances,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunération minimale annuelle*

1. La rémunération minimale annuelle des producteurs salariés de base prévue à l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, de la convention collective de travail des producteurs salariés de base des services extérieurs de production des sociétés d'assurances du 27 mars 1972 est portée à 17 690 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

2. Cette majoration conduit à rappeler qu'il peut, naturellement, être exigé des producteurs salariés de base, notamment en application de l'article 3 de la convention collective, le respect d'obligations professionnelles en termes de minimum d'activité et de production.

3. Les dispositions ci-dessus ne concernent pas les producteurs salariés de base qui ne sont plus en fonction dans les entreprises à la date de signature du présent accord.

**Article 2**

*Suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes*

1. Il est rappelé que les employeurs sont tenus d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

La rémunération minimale annuelle fixée au 1 de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus est conforme à ce principe et ne peut conduire à des différences de traitement entre les femmes et les hommes.

2. Au sein de chaque entreprise, les employeurs s'attacheront à vérifier qu'il n'existe pas d'écarts de rémunération non justifiés entre les femmes et les hommes.

Fait à Paris, le 22 avril 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

FFSA.

**Syndicats de salariés :**

CSFV CFTC ;

Fédération de l'assurance CFE-CGC ;

SNCSA CFE-CGC ;

FBA CFDT.



Brochure n° 3102

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1747. – ACTIVITÉS INDUSTRIELLES**  
**DE BOULANGERIE ET PÂTISSERIE**

---

**AVENANT N° 13 DU 16 OCTOBRE 2013**  
**RELATIF À LA PORTABILITÉ DES DROITS**

NOR : ASET1351197M  
IDCC : 1747

Entre :

La FEBPF ;

Le GITE,

D'une part, et

La FGTA FO ;

La CSFV CFTC ;

La FNAA CFE-CGC ;

La FGA CFDT ;

La FNAF CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet de l'avenant*

Les parties conviennent de substituer à l'article 134 de la convention collective des activités industrielles de boulangerie-pâtisserie l'article suivant :

« Article 134

*Portabilité des droits*

Sont bénéficiaires du régime les anciens salariés des entreprises dont la rupture du contrat de travail ouvre droit au régime d'indemnisation de l'assurance chômage.

Ils bénéficient du maintien des garanties du régime de remboursement frais de santé dès le lendemain de la fin de leur contrat de travail.

La durée de la portabilité est égale à la durée du dernier contrat de travail, appréciée en mois entiers, dans la limite de 12 mois.

Le maintien des garanties est obligatoire.

Le bénéfice du régime cessera dans les hypothèses suivantes :

- en cas de reprise d’une activité professionnelle et de cessation concomitante du bénéfice du régime d’assurance chômage. Dans une telle hypothèse, il appartiendra au salarié concerné de transmettre à l’entreprise ou à l’assureur le justificatif de cessation du régime d’assurance chômage ;
- en cas de décès.

Le financement du maintien de ces garanties est assuré dans le cadre de la mutualisation du régime.

Les bénéficiaires de la portabilité des droits pourront, à l’issue de la période de portabilité, bénéficier d’un maintien de garanties de la couverture de remboursement de frais de santé dans les conditions de l’article 4 de la loi Evin et des dispositions du contrat d’assurance.

Dans ce cas, le délai de 6 mois prévu à l’article 133 pour pouvoir effectuer une demande de maintien des garanties est reporté au terme de la période de portabilité, laquelle peut atteindre 12 mois. »

## **Article 2**

### *Durée*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée, sauf dénonciation dans les conditions prévues à l’article 4 ci-après.

## **Article 3**

### *Révision*

Chaque syndicat signataire ou adhérent peut demander la révision de tout ou partie du présent avenant selon les modalités suivantes :

- toute demande de révision doit être adressée par lettre recommandée avec avis de réception à chacun des autres signataires ou adhérents et comporter, outre l’indication des dispositions dont la révision est demandée, des propositions de remplacement ;
- le plus rapidement possible, et au plus tard dans un délai de 3 mois suivant la réception de cette lettre, les parties devront ouvrir une négociation en vue de la rédaction d’un nouvel accord.

## **Article 4**

### *Dénonciation*

Le présent avenant pourra être dénoncé conformément aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail par l’un ou l’autre des signataires ou adhérents.

La dénonciation sera notifiée par lettre recommandée avec avis de réception à chacun des autres signataires ou adhérents et déposée par la partie la plus diligente auprès des services du ministère du travail et du secrétariat-greffe du conseil de prud’hommes.

Lorsque l’avenant a été dénoncé par la totalité des signataires, ou adhérents, employeurs ou la totalité des signataires, ou adhérents, salariés, la dénonciation entraîne l’obligation pour tous les signataires ou adhérents de se réunir au plus tard dans un délai de 3 mois suivant la réception de la lettre de dénonciation en vue d’engager des négociations conformément aux dispositions de l’article L. 2261-10 du code du travail.

Durant les négociations, l’avenant reste applicable sans aucun changement.

Si un nouvel accord est signé dans le délai de 12 mois suivant l’expiration du préavis, les dispositions du nouvel accord se substitueront intégralement à l’avenant dénoncé.

A défaut d’accord dans ce délai de 12 mois, l’avenant ainsi dénoncé reste applicable sans changement pendant ce délai.

Passé ce délai de 12 mois, le texte de l'avenant cesse de produire ses effets, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2261-13 du code du travail.

## **Article 5**

### *Entrée en vigueur et application effective*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

## **Article 6**

### *Dépôt et publicité*

Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour remise à chaque organisation patronale et syndicale concernée et permettre l'accomplissement des formalités légales de dépôt et de publicité.

Il sera notifié par la délégation patronale à l'ensemble des organisations syndicales représentatives, à l'issue de la séance de signature, par remise d'un exemplaire de l'avenant signé contre récépissé s'il a été signé en séance, à défaut par lettre recommandée avec avis de réception.

Il sera déposé par la délégation patronale en deux exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

La délégation patronale remettra également un exemplaire du présent avenant au greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Son extension sera demandée à l'initiative de la délégation patronale auprès du ministre chargé du travail.

Fait à Paris, le 16 octobre 2013.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3018

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1486. – BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES,**  
**CABINETS D'INGÉNIEURS-CONSEILS**  
**ET SOCIÉTÉS DE CONSEILS**

---

AVENANT DU 16 OCTOBRE 2013  
À L'ANNEXE DU 11 FÉVRIER 2009 RELATIF AU PARITARISME

NOR : ASET1351195M  
IDCC : 1486

---

PRÉAMBULE

Les fédérations professionnelles d'employeurs et les fédérations syndicales de salariés ont unanimement conclu une annexe (« l'annexe ») relative aux modalités de répartition de la dotation (« la dotation ») dévolue aux fédérations syndicales de salariés visée à l'article 3.3.2 de l'accord national du 25 octobre 2007 relatif aux missions de l'ADESAT et au financement du paritarisme complétant la convention collective nationale du 15 décembre 1987 des bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs-conseils, sociétés de conseil.

L'annexe ainsi conclue a été étendue par un arrêté du 11 février 2009 paru au *Journal officiel* de la République française daté du 20 février 2009.

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 2 de l'annexe.

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 2 de l'annexe du 11 février 2009 est désormais rédigé comme suit :

« Article 2

*Modalité de répartition de la dotation dévolue aux fédérations syndicales de salariés*

L'article 3.3.2 de l'accord national du 25 octobre 2007 attribue aux fédérations syndicales de salariés représentatives au niveau national une dotation égale à 50 % du montant cumulé (i) du budget affecté au financement des actions relatives au suivi de l'accord national sur la réduction du temps de travail et (ii) du budget affecté au financement des actions liées au paritarisme.

La dotation est divisée en deux tranches :

- tranche 1 : 40 % de la dotation seront répartis également entre fédérations syndicales de salariés représentatives au niveau national ;
- tranche 2 : 60 % de la dotation seront répartis entre fédérations syndicales de salariés représentatives au niveau national proportionnellement à leur représentativité dans la branche, en application des critères de représentativité fixés par l'article L. 2122-5 et par l'arrêté du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective nationale IDCC 1486 et des pourcentages obtenus par chacune de ces organisations. »

Ces dispositions seront applicables à compter de la collecte de l'année 2014. Pour 2013, la dotation sera répartie égalementement entre fédérations syndicales de salariés représentatives au niveau national.

## **Article 2**

### *Dépôt*

Le présent avenant à l'annexe est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des parties et fera l'objet d'un dépôt conformément aux dispositions légales en vigueur auprès des services centraux du ministre chargé du travail et du greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

## **Article 3**

### *Extension*

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant à l'annexe.

## **Article 4**

### *Entrée en vigueur*

L'entrée en vigueur du présent avenant est conditionnée par son extension sans exclusion. Il entrera en vigueur au premier jour du mois suivant la date de publication de son arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 16 octobre 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

SYNTEC ;

CINOV.

### **Syndicats de salariés :**

FIECI CFE-CGC ;

FSE CGT ;

F3C CFDT.

**Convention collective nationale**

**IDCC : 3097. – PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE**

**(19 janvier 2012)**

(Etendue par arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2013,  
*Journal officiel* du 6 juillet 2013)

---

ADHÉSION PAR LETTRE DU 25 NOVEMBRE 2013  
DE L'AFPF, DE L'APC, DU SPI, DE L'UPF À LA CONVENTION

NOR : ASET1351199M

IDCC : 3097

---

Paris, le 3 décembre 2013.

*L'AFPF, l'APC, le SPI, l'UPF, 37, à la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs,  
39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.*

Madame, Monsieur,

En application de l'article L. 2261-3 du code du travail, nous vous faisons part, par la présente, de l'adhésion des organisations d'employeurs AFPF, APC, SPI et UPF à la convention collective citée en objet, en ce compris ses avenants et annexes.

Vous trouverez ci-joint les courriers de notification d'adhésion aux organisations de salariés signataires de ladite convention et de ses avenants et annexes.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous adresser le récépissé de l'adhésion des organisations AFPF, APC, SPI et UPF, effectuée également par voie électronique.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

*Le délégué général.*

Brochure n° 3327

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2697. – PERSONNELS DES STRUCTURES  
ASSOCIATIVES CYNÉGÉTIQUES**

---

**ACCORD DU 15 OCTOBRE 2013  
RELATIF À LA PROROGATION DES MANDATS DES IRP**

NOR : ASET1351201M

IDCC : 2697

Les mandats des représentants des employeurs et des représentants des salariés élus au sein des commissions paritaires nationales sont d'une durée de 3 ans.

En raison d'un décalage dans le temps quant aux dates d'organisation des élections de ces différents représentants, il n'y a pas de coïncidence entre les mandats des représentants des employeurs et les mandats des représentants élus des salariés, ce qui a pour conséquence que la composition générale des différentes commissions paritaires est susceptible d'être modifiée de façon non concomitante.

Le présent accord s'inscrit dès lors dans le cadre d'une volonté de reporter exceptionnellement les élections des membres représentants des salariés aux commissions paritaires nationales ainsi que de proroger les mandats venant à expiration, afin de permettre d'organiser une coïncidence entre les mandats des représentants des employeurs et des salariés.

En effet :

Les représentants des salariés ont été élus le 17 février 2011, date du deuxième tour organisé pour le personnel administratif. Il a été convenu que leur mandat arrive à échéance le 14 décembre 2013.

Les représentants des employeurs ont été élus le 21 septembre 2010 pour un mandat de 3 ans. De nouvelles élections ont été organisées au mois d'août 2013. Les nouveaux mandats courent donc jusqu'au mois d'août 2016, sous réserve que les membres employeurs concernés dans les différentes commissions aient conservé leur mandat de président de fédération jusqu'à cette date. En effet, dans le cas contraire il sera procédé en cours de mandat à la désignation d'un nouveau membre de commission en remplacement, et ce pour la durée du mandat restant à courir jusqu'au mois d'août 2016.

C'est pourquoi, pour les raisons sus-évoquées, la commission paritaire nationale permanente a décidé lors de sa réunion en date du 15 octobre 2013, à l'unanimité des membres présents, de « proroger les mandats des représentants des personnels et de repousser leur élection à septembre 2016 pour qu'elle coïncide de nouveau avec celle des représentants des employeurs ».

C'est dans ce contexte qu'est conclu le présent accord de prorogation des mandats et de report des élections des représentants des salariés aux commissions paritaires nationales, que vient formaliser la décision précitée de la commission paritaire nationale permanente.

Il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup>**

#### *Objet de l'accord*

Le présent accord a pour objet de proroger les mandats des représentants des salariés afin qu'ils puissent désormais coïncider avec les mandats des représentants des employeurs.

A cet égard, les mandats des membres des représentants des employeurs ont été renouvelés jusqu'au mois d'août 2016.

C'est donc compte tenu de cette dernière date et afin de permettre que les élections soient organisées en dehors de la période d'été que les parties ont convenu de fixer la date de renouvellement des mandats des représentants des salariés aux commissions paritaires nationales (à savoir les commissions paritaires nationales permanente, de conciliation et emploi et formation) à la date de proclamation des résultats.

### **Article 2**

#### *Durée de prorogation*

Les parties conviennent en conséquence, à l'unanimité, que les mandats des représentants des salariés au sein de l'ensemble des commissions paritaires nationales soient prorogés jusqu'à la proclamation des résultats des élections qui seront organisées avant la fin de l'année 2016.

### **Article 3**

#### *Durée*

Cet accord prendra effet sous réserve de la signature à la majorité des organisations syndicales visées ci-dessus.

Il est conclu pour une durée déterminée et prendra donc fin à la date de proclamation des résultats.

Il cessera automatiquement à l'expiration de ce délai et ne pourra en aucun cas continuer à produire ses effets comme un accord à durée indéterminée.

Cette clause constitue la stipulation contraire prévue par l'article L. 2222-4 du code du travail.

### **Article 4**

Cet accord sera déposé à l'initiative du syndicat national des chasseurs de France auprès des autorités compétentes.

Les représentants des salariés actuellement en cours de mandat au sein des différentes commissions paritaires se verront transmettre une copie de cet accord.

Fait à Issy-les-Moulineaux, le 15 octobre 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

SNCF.

#### **Syndicats de salariés :**

FGTA FO ;

FGA CFDT ;

UPTEC UNSA.



**Accord interprofessionnel**  
**MÉDIATEURS SOCIAUX DU TRAVAIL**  
**(Saisonniers)**

ACCORD DU 7 MAI 2013  
RELATIF AUX DROITS ET DEVOIRS DES SALARIÉS  
(PAYS LANDES NATURE CÔTE D'ARGENT)  
NOR : ASET1351188M

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux signataires tiennent à rappeler dans un premier temps leur profond attachement à un dialogue social constructif entre partenaires sociaux ainsi qu'aux nouvelles règles de négociation posées par la loi du 4 mai 2004 en ce qu'elles donnent justement un nouvel élan à la négociation collective de travail et dynamisent les relations sociales dans les entreprises.

Ils considèrent que ces dispositions se doivent d'être appliquées scrupuleusement à l'ensemble des niveaux de négociations entre les organisations représentatives de manière à appréhender et transcrire ensuite conventionnellement les besoins exprimés dans les entreprises par les employeurs et les salariés.

Dans cette optique, et dans l'esprit du paritarisme prud'homal, les partenaires sociaux souhaitent, par le biais du présent accord, favoriser le dialogue social et le règlement des conflits qui pourraient survenir entre les employeurs et les salariés saisonniers de leur entreprise à travers la création d'intervenants dans des ateliers droits et devoirs et de médiateurs sociaux du travail.

Cette approche se veut complémentaire des actions conduites par les instances préexistantes (conseil des prud'hommes, inspection du travail, notamment) et vise à mettre en place une démarche préventive et pédagogique qui puisse renforcer les actions desdites instances.

**I. – Champ d'application**

Le présent accord s'applique à l'ensemble du personnel saisonnier et aux employeurs, quel que soit leur secteur professionnel, exerçant leurs activités dans le Pays Landes Nature Côte d'Argent.

Cette délimitation s'explique par la présence d'une forte saisonnalité dans l'emploi, notamment dans les services et l'agroalimentaire, et par la présence dans ce pays des lieux d'accueil des saisonniers où les futurs conflits tenteront d'être conciliés.

**II. – Pilotage et de suivi**

Les parties signataires conviennent de l'instauration :

a) D'un comité de pilotage qui aura en charge de fixer les orientations et de dresser le bilan annuel de l'action. Ce comité est composé, entre autres, d'un représentant par organisation syndicale représentative d'employeurs et de salariés ainsi que de l'unité territoriale 40 de la DIRECCTE Aquitaine (UT 40) ;

b) D'un comité de suivi chargé de la mise en place et du suivi du présent protocole d'accord. Ce comité est composé d'un représentant par organisation signataire du présent accord, du directeur de l'unité territoriale, qui peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Un représentant du Pays Landes Nature Côte d'Argent (LNCA) pourra être associé, avec voix consultative, aux travaux des comités pour apporter des éclairages sur la saisonnalité du territoire.

### III. – Désignation des intervenants droits et devoirs et des médiateurs sociaux du travail

Les intervenants droits et devoirs et les médiateurs sociaux du travail sont désignés par les organisations syndicales patronales et salariales signataires.

Ils interviennent en binômes : les délégations paritaires seront composées d'un représentant salarié et d'un représentant patronal par séquence d'intervention.

Les organisations signataires du présent accord s'engagent chacune à désigner un ou des intervenants droits et devoirs ou médiateurs sociaux du travail dans les conditions susvisées ainsi qu'à pourvoir au plus vite à leur éventuel remplacement.

La préparation et la désignation effective des intervenants droits et devoirs ou médiateurs sociaux du travail se dérouleront au sein d'un comité de pilotage qui se réunira de manière expresse à l'initiative des organisations signataires.

### IV. – Compétence des intervenants droits et devoirs et des médiateurs sociaux du travail

a) Les intervenants droits et devoirs sont compétents pour fournir aux saisonniers des renseignements et de la documentation sur l'emploi et les conditions d'emploi, sur le logement et les transports, sur les contrats de travail et sur l'application du code du travail. Ils interviennent dans le cadre du programme d'information et de prévention mis sur pied par le Pays LNCA dans les lieux d'accueil des saisonniers.

Ils assureront la diffusion et la promotion des documents diffusés par les services de l'inspection du travail relatifs aux emplois saisonniers.

b) Les médiateurs sociaux du travail sont compétents pour entendre et conseiller les personnes faisant appel à eux lors de différends individuels nés entre les salariés saisonniers et leur employeur à l'occasion de l'exécution du contrat de travail saisonnier, et ce quelle que soit l'activité de l'entreprise. Les salariés non saisonniers ne relèvent pas de leur compétence.

Il est toutefois précisé en effet que cette action ne constitue nullement un préliminaire obligatoire dont l'absence entraînerait la nullité de toute procédure prud'homale future.

Les médiateurs sociaux du travail, dans leur fonction d'écoute, recueillent la parole des parties opposées par le différend exposé. Ils participent à évacuer la charge émotionnelle et subjective d'une situation de tension sociale. Ils cherchent à recréer un espace de parole entre les parties afin que la lecture du droit soit faite dans un climat dépassionné et objectif.

Les médiateurs sociaux du travail, dans leur fonction de conseil, expliquent le droit qui s'applique à la situation qui leur est exposée et aident les parties opposées par le différend à trouver une solution conforme au droit. En cas de non-aboutissement de la médiation, les médiateurs ne peuvent directement prendre en charge la défense des parties concernées mais leur indiquent les diverses procédures possibles pour régler le différend.

La mission engagée par les intervenants droits et devoirs et les médiateurs sociaux du travail ne modifie en aucune façon les compétences et les conditions d'exercice des services de l'inspection du travail en matière tant d'information que de conseil, de conciliation ou de contrôle.

### V. – Installation des médiateurs sociaux du travail et des intervenants droits et devoirs

Le comité de suivi veillera à la mise en place d'une information pour les nouveaux médiateurs sociaux du travail et intervenants droits et devoirs. Il pourra notamment faire appel aux compé-

tences des conseillers prud'homaux salariés et employeurs des conseils de prud'hommes des Landes et aux services du pôle travail de l'unité territoriale 40, pour le volet réglementaire et juridique de ladite information.

L'unité territoriale 40 mettra à disposition des médiateurs sociaux du travail, pendant la période des permanences des saisonniers, un contact téléphonique facilité pour fournir des renseignements juridiques aux intervenants droits et devoirs et aux médiateurs sociaux du travail. Les renseignements ainsi transmis ne pourront toutefois pas valoir engagement de l'unité territoriale 40 dans la résolution du différend exposé et traité par les médiateurs.

A la fin de chaque médiation, un compte rendu synthétique sera rédigé par les médiateurs et transmis au Pays LNCA. A la demande des médiateurs sociaux du travail, les services de l'unité territoriale 40 pourront être saisis par courriel de la situation de médiation.

#### VI. – Moyens d'action des intervenants droits et devoirs et des médiateurs sociaux du travail

Les intervenants droits et devoirs ou médiateurs sociaux du travail siégeront chaque fois que nécessaire dans les lieux d'accueil des saisonniers, sur la base d'un planning prévisionnel de présences, établi préalablement et joint en annexe au protocole.

Les rencontres auront lieu après rendez-vous téléphonique, en la seule présence des salariés saisonniers, de leur employeur et des deux médiateurs du travail salarié et employeur. Les rencontres pourront se tenir soit dans les lieux d'accueil des saisonniers, soit à distance au moyen d'échanges téléphoniques préalablement organisés par les médiateurs.

#### VII. – Indemnisation des intervenants droits et devoirs médiateurs sociaux du travail

Le financement des frais de déplacement, sur justificatifs, sera assuré pour la saison 2013 par le PLNCA en puisant dans le reliquat de la convention spécifique 2010/111-031-03 et son avenant n° 1, conclus avec la DIRECCTE Aquitaine. Le taux de remboursement sera forfaitairement de 0,45 € du kilomètre parcouru et de 15,25 € par repas pris dans le cadre des interventions.

#### VIII. – Entrée en vigueur et durée

Le présent accord entre en vigueur dès sa signature ; il est conclu pour la durée de la saison 2013. Un bilan sera effectué par le comité de pilotage à la fin de la saison pour décider éventuellement des ajustements nécessaires en vue de sa reconduction l'année suivante.

#### IX. – Dépôt

Conformément aux dispositions des articles L. 2231-1 et suivants et D. 2231-2 et suivants du code du travail, le présent accord sera déposé par les parties les plus diligentes auprès des services centraux du ministère chargé du travail, à la direction des relations du travail, en deux exemplaires pour enregistrement, dont un original sur support papier signé des parties et une version sur support électronique.

#### X. – Publicité

Les organisations syndicales représentatives signataires s'engagent par ailleurs à assurer la publicité de cet accord auprès de leurs adhérents respectifs.

Fait à Mont-de-Marsan, le 7 mai 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

UMIH Landes ;

MEDEF Landes ;

UNAT Landes ;  
SDHPA Landes.

**Syndicats de salariés :**

CFDT ;  
CGT-FO ;  
CFTC ;  
CFE-CGC.

**Convention collective départementale**

**IDCC : 1560. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES  
(Alpes-Maritimes)  
(27 juillet 1989)**

*(Bulletin officiel n° 1990-2 bis)*  
(Etendue par arrêté du 22 juin 1990,  
*Journal officiel* du 5 juillet 1990)

**ACCORD DU 12 NOVEMBRE 2013  
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES  
ET AUX TAUX GARANTIS ANNUELS POUR L'ANNÉE 2013**

NOR : ASET1351189M  
IDCC : 1560

Entre :

L'UIMM Côte d'Azur,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) au 1<sup>er</sup> décembre 2013*

Les signataires conviennent que la valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est portée à 4,44 €, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2013, pour la détermination du barème de rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) telles que définies à l'annexe I de la convention collective des industries métallurgiques électriques et connexes des Alpes-Maritimes et servant d'assiette de calcul de la prime d'ancienneté prévue à l'article 49 de la convention collective susvisée.

Toutefois, par dérogation aux dispositions ci-dessus, les RMH des salariés classés aux coefficients 140 à 155 de la grille de classification de la métallurgie sont calculées indépendamment de la valeur du point et sont fixées comme suit pour une base de 151,67 heures :

- K 140 : 725,69 € ;
- K 145 : 725,85 € ;
- K 155 : 726,15 €.

Ce barème doit être adapté à l'horaire de travail effectif et supporter, de ce fait, les majorations légales pour heures supplémentaires, s'il y a lieu.

## Article 2

### *Taux garantis annuels (TGA) à compter de l'année 2013*

Les signataires conviennent d'instituer à compter de 2013 un barème de taux garantis annuels (TGA) applicable à l'ensemble des catégories de personnels visés à l'accord national du 21 juillet 1975 modifié sur les classifications.

Les taux garantis annuels sont fixés par un barème figurant en annexe du présent avenant et constituent la rémunération annuelle brute en dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte travaillant normalement.

Les TGA ne serviront pas de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Ce barème est établi, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Ce barème doit être adapté à l'horaire de travail effectif et supporter, de ce fait, les majorations légales pour heures supplémentaires s'il y a lieu.

Pour la vérification de l'application de cette garantie, il sera tenu compte de tous les éléments bruts du salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paie et supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- prime d'ancienneté prévue par la présente convention collective ;
- majorations pour nuisances susceptibles d'être allouées dans le cadre des dispositions de l'article 46 de la convention collective et dans le cas de travaux pénibles, dangereux et insalubres visés par l'accord national du 13 juillet 1983 ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

En application de ce principe, seront exclues de l'assiette de vérification les sommes versées au titre de l'intéressement des salariés et de la participation aux résultats de l'entreprise n'ayant pas le caractère de salaire ainsi que les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions de la durée du travail sont à prendre en compte pour la comparaison des rémunérations réelles et des taux garantis annuels.

S'agissant de taux garantis annuels, la vérification intervient en fin d'année pour chaque salarié ou, en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, à la fin du contrat de travail.

Les valeurs fixées par le barème sont applicables *pro rata temporis* en cas d'entrée en fonction, de changement de classement, de suspension ou de départ de l'entreprise en cours d'année.

## Article 3

### *Dépôt*

Le présent accord, établi en vertu des articles L. 2221-2 et suivants du code du travail, est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Nice, le 12 novembre 2013.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE I

### Barème des taux garantis à compter de l'année 2013

Base : 151,67 heures mensuelles (35 heures hebdomadaires).

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	OUVRIERS ATAM
I	140	17 242
	145	17 242
	155	17 298
II	170	17 310
	180	17 371
	190	17 433
III	215	17 822
	225	18 520
	240	19 692
IV	255	20 721
	270	21 924
	285	23 116
V	305	24 578
	335	26 977
	365	29 389
	395	31 788

## ANNEXE II

### Barème des rémunérations minimales hiérarchiques à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2013

Bases de calcul de la prime d'ancienneté : 35 heures.

Base : 151,67 heures.

Valeur du point : 4,44 €.

#### I. – Administratifs et techniciens

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	PRIME
I	1	140	725,69
	2	145	725,85
	3	155	726,15
II	1	170	754,80
	2	180	799,20
	3	190	843,60
III	1	215	954,60
	2	225	999,00
	3	240	1 065,60
IV	1	255	1 132,20
	2	270	1 198,80
	3	285	1 265,40
V	1	305	1 354,20
	2	335	1 487,40
	3	365	1 620,60
		395	1 753,80

#### II. – Ouvriers

(Incluant la majoration de 5 % découlant de l'accord national du 30 janvier 1980)

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	PRIME
I	1	140	761,97
	2	145	762,14
	3	155	762,46
II	1	170	792,54
	3	190	885,78



NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	PRIME
III	1	215	1 002,33
	3	240	1 118,88
IV	1	255	1 188,81
	2	270	1 258,74
	3	285	1 328,67

### III. – Agents de maîtrise d’atelier

(Incluant la majoration de 7 % découlant de l’accord national du 30 janvier 1980)

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	PRIME
III	1	215	1 021,42
	3	240	1 140,19
IV	1	255	1 211,45
	3	285	1 353,98
V	1	305	1 448,99
	2	335	1 591,52
	3	365	1 734,04
		395	1 876,57

**Convention collective départementale**  
**IDCC : 1966. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES**  
**(Loiret)**  
**(31 janvier 1997)**  
(Bulletin officiel n° 1997-7 bis)  
(Etendue par arrêté du 14 juin 2004,  
Journal officiel du 23 juin 2004)

---

**ACCORD DU 21 OCTOBRE 2013**  
**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES,**  
**AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES**  
**ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2013**  
NOR : ASET1351187M  
IDCC : 1966

---

Entre :  
L'UIMM Loiret,  
D'une part, et  
La CFTC Loiret ;  
La CFE-CGC Loiret ;  
La CFDT Loiret ;  
La CGT-FO Loiret,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**TITRE I<sup>ER</sup>**  
**VALEUR DU POINT ET RÉMUNÉRATIONS**  
**MINIMALES HIÉRARCHIQUES (RMH)**

La valeur du point applicable dans les entreprises de la métallurgie du Loiret est fixée à 4,95 € à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2013, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Les rémunérations minimales hiérarchiques sont obtenues en multipliant la valeur du point par le coefficient attribué au poste du salarié. Elles servent de base au calcul de la prime d'ancienneté.

Il est rappelé que les rémunérations minimales hiérarchiques des ouvriers sont majorées de 5 % et celles des agents de maîtrise exerçant un commandement en atelier de 7 %.

Les rémunérations minimales hiérarchiques étant fixées pour la durée légale du travail, leurs montants doivent être adaptés à l'horaire de travail effectif et supporter le cas échéant les majorations légales pour heures supplémentaires.

Date d'application : 1<sup>er</sup> novembre 2013.

## TITRE II

### **RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES (RAG)**

En considération de l'esprit de l'accord national du 28 juillet 1998 et de son avenant du 29 janvier 2000 et en application de l'article 10 de la convention collective du 31 janvier 1997, des rémunérations annuelles garanties ont été fixées, à partir de l'année 2013, suivant le barème figurant en annexe au présent accord.

Fait à La Chapelle-Saint-Mesmin, le 21 octobre 2013.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Barème des rémunérations annuelles garanties applicable à partir de l'année 2013

Base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens	OUVRIERS	AGENTS de maîtrise d'atelier
I	1	140	17 170	17 170	
	2	145	17 215	17 215	
	3	155	17 235	17 235	
II	1	170	17 305	17 340	
	2	180	17 345		
	3	190	17 470	17 685	
III	1	215	17 770	18 050	18 510
	2	225	18 265		
	3	240	18 850	19 220	19 645
IV	1	255	20 005	20 425	20 850
	2	270	21 135	21 605	
	3	285	22 275	22 770	23 405
V	1	305	23 985		25 405
	2	335	26 325		27 915
	3	365	28 640		31 505
	3	395	31 165		33 150

**Convention collective départementale**

IDCC : 829. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET CONNEXES**  
**(Vaucluse)**  
**(20 janvier 1976)**

(Etendue par arrêté du 5 juin 1981,  
*Journal officiel* du 13 juin 1981)

---

AVENANT N° 64 DU 7 NOVEMBRE 2013  
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014  
ET AUX TAUX GARANTIS ANNUELS POUR L'ANNÉE 2013

NOR : ASET1351196M  
IDCC : 829

---

Entre :

L'UIMM Vaucluse,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Valeur du point au 1<sup>er</sup> janvier 2014*

La valeur du point est fixée à 4,47 €. Elle est établie pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, base mensuelle de 151,67 heures.

Elle doit être adaptée à l'horaire de travail effectif et supporte, ainsi, les majorations légales pour heures supplémentaires, s'il y a lieu.

**Article 2**

*TGA à compter de l'année 2013*

Le présent avenant institue à compter de 2013 un barème des taux garantis annuels (TGA) s'appliquant aux administratifs et techniciens et agents de maîtrise hors ateliers, aux ouvriers et aux agents de maîtrise d'atelier occupant les fonctions définies par l'accord national du 21 juillet 1975 modifié sur les classifications.

Les TGA ne serviront pas de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Les taux garantis annuels sont fixés par un barème figurant en annexe du présent avenant et constituent les appointements minimaux annuels garantis à partir de 2013, sur la base de l'horaire

légal, de 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois. Ils seront adaptés proportionnellement à l'horaire de travail effectif lorsque celui-ci sera inférieur et devront supporter les majorations d'heures supplémentaires en cas d'horaires supérieurs à 35 heures par semaine.

Pour la vérification de l'application de cette garantie, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, c'est-à-dire de toutes les sommes brutes figurant sur les bulletins de paie et supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- la prime d'ancienneté prévue par la convention collective ;
- les sommes versées au titre de l'intéressement des salariés et de la participation aux résultats des entreprises n'ayant pas le caractère de salaire ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisation en vertu de la législation de la sécurité sociale ;
- la majoration pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, découlant à ce titre des dispositions de la convention collective de Vaucluse ;
- les primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions de la durée du travail sont à prendre en compte pour la comparaison des rémunérations réelles et des taux garantis annuels.

S'agissant de taux garantis annuels, la vérification intervient en fin d'année pour chaque salarié ou, en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, à la rupture du contrat de travail.

Les valeurs fixées par le barème sont applicables *pro rata temporis* en cas d'entrée en fonction, de changement de classement, de suspension ou de départ de l'entreprise en cours d'année.

### **Article 3**

#### *Dépôt légal*

Le présent avenant, établi en vertu des articles L. 2221-1 et suivants du code du travail, fera l'objet des modalités de publicité et de dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Avignon, le 7 novembre 2013.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Barème des taux garantis annuels (année 2013)

*(En euros.)*

NOUVELLE CLASSIFICATION TEG (35 heures)			OUVRIERS	MAÎTRISE d'atelier	ADMINISTRATIFS et techniciens
1	N1	140	17 170		17 170
2		145	17 170		17 170
3		155	17 170		17 170
4	N2	170	17 259		17 259
5		180			17 318
6		190	17 490		17 394
7	N3	215	17 706	17 871	17 414
8		225			17 638
9		240	18 423	18 599	18 121
10	N4	255	18 837	19 035	18 502
11		270	19 940		19 574
12		285	21 042	21 271	20 662
13	N5	305		22 343	21 702
14		335		24 528	23 833
15		365		26 713	25 960
16		395		28 891	28 076

Brochure n° 3084

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1431. – OPTIQUE-LUNETTERIE DE DÉTAIL**

---

ADHÉSION PAR LETTRE DU 28 NOVEMBRE 2013

DE LA FÉDÉRATION DES OPTICIENS DE FRANCE

À L'AVENANT N° 1 DU 12 SEPTEMBRE 2013

NOR : ASET1351185M

IDCC : 1431

---

*Fédération nationale des opticiens de France*  
*4, rue de l'Evêché*  
*40100 Dax*

Dax, le 28 novembre 2013.

Monsieur,

Je viens par la présente, en ma qualité de président de la FNOF, dans le cadre des dispositions de l'article L. 2261-3 du code du travail, vous indiquer que la FNOF déclare adhérer à la totalité des dispositions de l'avenant n° 1 à l'accord de prévoyance obligatoire des salariés non cadres, avenant en date du 12 septembre 2013.

Conformément aux dispositions légales, nous procédons à la notification de cette adhésion à l'ensemble des organisations syndicales signataires ainsi qu'à la direction des relations du travail et au conseil des prud'hommes de Paris.

En vous souhaitant bonne réception de cet envoi, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

*Le président.*



Brochure n° 3289

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1871. – PRESSE D'INFORMATION SPÉCIALISÉE  
(Employés)**

---

ADHÉSION PAR LETTRE DU 30 SEPTEMBRE 2013  
DE L'UNSA SPECTACLE ET COMMUNICATION À LA CONVENTION

NOR : ASET1351200M  
IDCC : 1871

---

Bagnolet, le 9 décembre 2013.

*L'UNSA spectacle et communication, 21, rue Jules-Ferry, 93177 Bagnolet Cedex, à la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.*

Monsieur le directeur,

La fédération UNSA spectacle et communication, déclarée le 30 janvier 2003, vous confirme son adhésion à la convention collective nationale des employés de la presse d'information spécialisée du 1<sup>er</sup> juillet 1995 (IDCC n° 1871) ainsi qu'à ses annexes, avenants et accords particuliers.

Nous vous joignons copie des notifications que nous adressons aux partenaires sociaux représentatifs dans le champ de cette convention.

Vous remerciant de votre attention, nous vous prions d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de notre parfaite considération.

*Le secrétaire général.*

Brochure n° 3177

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 275. – TRANSPORT AÉRIEN**  
**(Personnel au sol)**

---

AVENANT N° 1 DU 18 OCTOBRE 2013  
À L'ACCORD DU 27 MARS 2012  
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET1351186M  
IDCC : 275

---

PRÉAMBULE

Le développement de la formation des jeunes par l'alternance est une priorité des partenaires sociaux au niveau interprofessionnel. Dans les entreprises du transport aérien, l'alternance a surtout été développée par la voie de l'apprentissage dans les fonctions techniques et par la voie du contrat de professionnalisation principalement pour les métiers de l'exploitation. Sur les 3 dernières années, 1 500 contrats en alternance ont ainsi été conclus en moyenne, apportant ainsi une première expérience professionnelle à des jeunes ou permettant à des demandeurs d'emploi de revenir vers l'emploi.

Les entreprises souhaitent proposer à davantage de jeunes et demandeurs d'emploi de compléter leur formation théorique, et en particulier universitaire, par une formation en entreprise qui leur apporte une expérience professionnelle valorisante sur le marché du travail. Ainsi, les contrats de professionnalisation, au-delà des métiers de la piste et du passage, sont proposés plus fréquemment aujourd'hui à des personnes préparant des formations conduisant aux filières transverses.

Dans cette perspective, les signataires ont convenu de compléter l'accord du 27 mars 2012 afin d'accompagner les entreprises à embaucher plus de personnes préparant des formations transverses reconnues par des diplômes inscrits au répertoire national des certifications professionnelles ou reconnus prioritaires par les instances paritaires.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Révision de l'article 7.1.2 de l'accord du 27 mars 2012*

Le 4<sup>e</sup> alinéa de l'article 7.1.2 de l'accord du 27 mars 2012 est modifié de la façon suivante :

« La durée du parcours peut être portée à 40 % de la durée du contrat pour permettre l'embauche et la professionnalisation des personnes préparant les qualifications prioritaires telles que définies à l'article 7.1.4 du présent accord. »

**Article 2**

*Développer l'accompagnement des jeunes à la fin de leur contrat d'alternance*

Les signataires insistent sur l'importance d'accompagner les alternants au terme de leur contrat pour les orienter vers les entreprises qui recrutent. Les instances paritaires du transport aérien et

le réseau OPCALIA pourront ainsi mobiliser leurs ressources pour organiser forums, rencontres entre les jeunes et les entreprises du secteur aéronautique, aérien et aéroportuaire ou des territoires proches des aéroports.

### **Article 3**

#### *Dépôt, extension et communication*

Dès lors qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par la majorité des organisations syndicales représentatives, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées aux articles L. 2261-15 et suivants dudit code.

Le présent avenant sera communiqué au département dédié d'OPCALIA pour mise en application et pour diffusion au réseau OPCALIA.

### **Article 4**

#### *Durée et champ d'application*

Le présent avenant de révision est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent avenant a le même champ d'application que l'accord du 27 mars 2012.

Fait à Paris, le 18 octobre 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

FNAM ;

SCARA.

#### **Syndicats de salariés :**

FGTE CFDT ;

FNST CGT ;

FGT CFTC ;

FNEMA CFE-CGC.

Brochure n° 3212

Accords nationaux  
**ENTREPRISES DE TRAVAIL TEMPORAIRE**  
**Personnels intérimaires**  
**Personnels permanents**

---

AVENANT N° 4 DU 11 OCTOBRE 2013  
À L'ACCORD DU 10 DÉCEMBRE 2009 RELATIF À LA CONTRIBUTION AU FPSPP  
NOR : ASET1351192M

Entre :

Le PRISM'Emploi,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La FNECS CFE-CGC ;

La CSFV CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent avenant modifie les articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de l'accord relatif à la contribution au fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels en date du 10 décembre 2009 modifié par avenants des 3 décembre 2010, 14 décembre 2011 et 7 décembre 2012.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification de l'article 1<sup>er</sup> « Prélèvement de la contribution au fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels »*

Les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas de l'article 1<sup>er</sup> sont modifiés comme suit :

- « – 46,15 % de la contribution par un prélèvement annuel sur les contributions dues au titre du plan de formation de l'entreprise. Ce prélèvement vient en déduction du versement minimal obligatoire à effectuer à l'OPCA au titre du plan de formation de l'entreprise ;
- 53,85 % de la contribution par un prélèvement annuel sur les contributions dues au titre de la professionnalisation. (...) »

**Article 2**

*Modification de l'article 2 « Bilan »*

L'article 2 est modifié comme suit :

« L'OPCA de la branche établira un bilan du présent accord et des actions de formation qui auront pu être financées par le FPSPP. Ce bilan sera présenté lors de la CPNE de la branche du troisième trimestre 2014. »

### **Article 3**

#### *Modification de l'article 3 « Durée et entrée en vigueur »*

L'article 3 est modifié comme suit :

« Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 1 an, au titre du versement de la collecte 2014, prélevée sur les contributions dues au titre de la masse salariale 2013.

Les partenaires sociaux s'engagent dès maintenant à se réunir au cours du premier trimestre 2014 afin d'étudier l'opportunité de modifier le taux de répartition pour l'année 2014. »

### **Article 4**

#### *Formalités de dépôt*

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt légales et réglementaires conformément aux dispositions en vigueur.

Fait à Paris, le 11 octobre 2013.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3005-II

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1702. – TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome II : Ouvriers)**

---

Brochure n° 3005-III

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2614. – TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome III : ETAM)**

---

RECTIFICATIF AU *BULLETIN OFFICIEL* N° 2013-03

DU 9 FÉVRIER 2013

NOR : ASET1350083Z

IDCC : 1702, 2614

---

**Page 135 :**

*Au lieu de :*

*(En euros.)*

ZONE	TRANSPORT	TRAJET
1 A	1,01	1,52
1 B	1,88	3,03
2	3,87	6,04
3	5,06	9,07
4	6,65	12,11
5	8,38	15,12

*Lire :*

*(En euros.)*

ZONE	TRAJET	TRANSPORT
1 A	1,01	1,52
1 B	1,88	3,03
2	3,87	6,04
3	5,06	9,07
4	6,65	12,11
5	8,38	15,12

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT

---

## CONVENTIONS COLLECTIVES

### SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2013/50

#### CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
<b>Coopératives agricoles de teillage du lin : avenant n° 41 du 2 juillet 2013 .....</b>	46
<b>Entreprises et exploitations de polyculture et d'élevage, exploitations maraîchères et cultures légumières de plein champ et CUMA (Eure) : avenant n° 52 du 23 mai 2013.....</b>	48
<b>Exploitations agricoles (Bouches-du-Rhône) : avenant n° 45 du 18 octobre 2013 .....</b>	50
<b>Exploitations agricoles et coopératives d'utilisation de matériel agricole (Bouches-du-Rhône) : avenant n° 46 du 18 octobre 2013 .....</b>	52
<b>Exploitations forestières (Meuse) : avenant n° 91 du 11 juillet 2013 .....</b>	56
<b>Exploitations forestières (Meuse) : avenant n° 92 du 11 juillet 2013 .....</b>	58
<b>Exploitations de polyculture et d'élevage, exploitations de culture ou d'élevage spécialisés, entreprises de travaux agricoles ruraux et forestiers et CUMA (Cantal) : avenant n° 75 du 13 septembre 2013 .....</b>	61



**Convention collective nationale**  
**IDCC : 7007. – COOPÉRATIVES AGRICOLES**  
**DE TEILLAGE DU LIN**  
**(21 mars 1985)**

(Etendue par arrêté du 26 août 1985,  
*Journal officiel* du 5 septembre 1985)

**AVENANT N° 41 DU 2 JUILLET 2013**

NOR : AGRS1397221M  
IDCC : 7007

Entre :

La FESTAL,

D'une part, et

La CFTC-Agri ;

La FGA CFDT ;

La FGTA FO ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Majoration des salaires conventionnels à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013 :

- de 1,5 % pour les 100 premiers points et de 1,5 % pour les points suivants, pour les OE et les TAM ;
- de 1,5 % pour le point cadre.

Ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise

Les 100 premiers points : 0,09795 € le point ;

Le 101<sup>e</sup> point et suivants : 0,02270 € le point.

Pour les trois premiers coefficients « ouvriers, employés » :

- coefficient 100 : 9,80 € brut de l'heure, soit 1 485,61 € brut mensuel

$([100 \times 0,09795] + [0 \times 0,02270])$  ;

- coefficient 108 : 9,98 € brut de l'heure, soit 1 513,15 € brut mensuel

$([100 \times 0,09795] + [8 \times 0,02270])$  ;

- coefficient 116 : 10,16 € brut de l'heure, soit 1 540,69 € brut mensuel

$([100 \times 0,09795] + [16 \times 0,02270])$ .

(Le salaire mensuel est pour une base de 151,67 heures.)

Pour les deux premiers coefficients « techniciens et agents de maîtrise » :  
– coefficient 244 : 13,06 € brut de l'heure, soit 1 981,39 € brut mensuel  
([100 × 0,09795] + [144 × 0,02270]) ;  
– coefficient 300 : 14,34 € brut de l'heure, soit 2 174,19 € brut mensuel  
([100 × 0,09795] + [200 × 0,02270]).  
(Le salaire mensuel est pour une base de 151,67 heures.)

#### Cadres

Le point cadre est revalorisé à 3,1944 €, ce qui donne :

Cadres de type 1 :

- échelon 1 au coefficient 630, un salaire mensuel brut de 2 012,47 € ;
- échelon 2 au coefficient 700, un salaire mensuel brut de 2 236,08 € ;
- échelon 3 au coefficient 800, un salaire mensuel brut de 2 555,52 €.

Cadres de type 2 :

- au coefficient de 900, un salaire mensuel brut de 2 874,96 €.

Cadres de type 3 :

- au coefficient de 1 200, un salaire mensuel brut de 3 833,28 €.

#### **Article 2**

Le présent avenant prend effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013.

#### **Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 2 juillet 2013.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective**

**IDCC : 9272. – ENTREPRISES ET EXPLOITATIONS  
DE POLY CULTURE ET D'ÉLEVAGE,  
EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES  
ET CULTURES LÉGUMIÈRES DE PLEIN CHAMP ET CUMA  
(Eure)  
(28 juin 1985)**

(Etendue par arrêté du 14 janvier 1986,  
*Journal officiel* du 4 février 1986)

**AVENANT N° 52 DU 23 MAI 2013**

NOR : AGRS1397222M  
IDCC : 9272

Entre :

La FDSEA de l'Eure ;

La FD des CUMA de l'Eure,

D'une part, et

La CFDT des salariés de la production agricole de l'Eure ;

La CFTC-Agri, fédération de l'agriculture de l'Eure ;

L'UD CGT-FO de l'Eure,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le tableau, figurant au 2 de l'article 26, portant fixation des salaires minimaux des salariés par référence à la classification des emplois figurant à l'article 24, est modifié comme suit :

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 151,67 heures)
I		9,43	1 430,25
II	1	9,60	1 456,03
	2	9,64	1 462,10
III	1	9,72	1 474,23
	2	10,11	1 533,38
IV	1	10,68	1 619,84
	2	11,72	1 777,57

## **Article 2**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale de l'Eure de la DIRECCTE de Haute-Normandie, cité administrative, boulevard Georges-Chauvin, 27023 Evreux Cedex, et prendra effet au 1<sup>er</sup> juillet 2013.

Fait à Evreux, le 23 mai 2013.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective**

**IDCC : 9132. – CADRES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES  
ET DES COOPÉRATIVES D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE  
(Bouches-du-Rhône)  
(17 décembre 1980)**

(Etendue par arrêté du 8 août 1981,  
*Journal officiel* du 19 septembre 1981)

**AVENANT N° 45 DU 18 OCTOBRE 2013**  
NOR : AGRS1397224M  
IDCC : 9132

Entre :

La FDSEA des Bouches-du-Rhône ;

La FD CUMA des Bouches-du-Rhône,

D'une part, et

L'UD FGA CFDT des Bouches-du-Rhône ;

L'UD CFTC-Agri des Bouches-du-Rhône ;

L'UD SNCEA CFE-CGC des Bouches-du-Rhône,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

La valeur monétaire du point hiérarchique fixée par l'article 19 de la convention collective est portée à 8,71 €.

Cet accord sera applicable à compter du premier jour du mois de la publication de l'arrêté d'extension, si celle-ci intervient entre le 1<sup>er</sup> et le 15 du mois.

Il sera applicable à compter du premier jour du mois suivant celui de la publication de l'arrêté d'extension, si celle-ci intervient entre le 16 et le 31 du mois.

**Article 2**

Compte tenu des dispositions de l'avenant n° 29 du 30 juillet 2003 à la convention collective, la grille de salaires des cadres est la suivante à compter de la date de publication de l'arrêté d'extension de cet accord :

*(Voir tableau page suivante.)*

(En euros.)

GROUPE	ANCIENNETÉ	COEF.	SALAIRES mensuels (39 heures par semaine et 169 heures par mois)	SALAIRES mensuels (35 heures par semaine et 151,67 heures par mois) Coef. : 0,8751	FORFAITS jours (2 208 heures rémunérées par an) Coef. : 1,10807	FORFAITS jours (2 276 heures rémunérées par an) Coef. : 1,15382
III	1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> année	225	1 959,75	1 714,9772	Exclusion salaire forfait jours pour cadres du groupe III. – Pas d'accord	
	3 <sup>e</sup> année	235	2 046,85	1 791,1984		
	5 <sup>e</sup> année	240	2 090,40	1 829,3090		
	10 <sup>e</sup> année	260	2 264,60	1 981,7515		
	15 <sup>e</sup> année	280	2 438,80	2 134,1939		
II						
1 <sup>re</sup> catégorie	1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> année	230	2 003,30	1 753,0878	2 219,79663	2 311,44761
	3 <sup>e</sup> année	255	2 221,05	1 943,6409	2 461,07887	2 562,69191
	5 <sup>e</sup> année	275	2 395,25	2 096,0833	2 654,10467	2 763,68736
	10 <sup>e</sup> année	295	2 569,45	2 248,5257	2 847,13046	2 964,68280
	15 <sup>e</sup> année	320	2 787,20	2 439,0787	3 088,41270	3 215,92710
2 <sup>e</sup> catégorie	1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> année	265	2 308,15	2 019,8621	2 557,59177	2 663,18963
	3 <sup>e</sup> année	285	2 482,35	2 172,3045	2 750,61756	2 864,18508
	5 <sup>e</sup> année	310	2 700,10	2 362,8575	2 991,89981	3 115,42938
	10 <sup>e</sup> année	330	2 874,30	2 515,2999	3 184,92560	3 316,42483
	15 <sup>e</sup> année	350	3 048,50	2 667,7424	3 377,95140	3 517,42027
I	1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> année	295	2 569,45	2 248,5257	2 847,13046	2 964,68280
	3 <sup>e</sup> année	320	2 787,20	2 439,0787	3 088,41270	3 215,92710
	5 <sup>e</sup> année	340	2 961,40	2 591,5211	3 281,43850	3 416,92255
	10 <sup>e</sup> année	365	3 179,15	2 782,0742	3 522,72074	3 668,16685
	15 <sup>e</sup> année	385	3 353,35	2 934,5166	3 715,74653	3 869,16230

Le salaire mensuel de 169 heures correspond au paiement de 151,67 heures normales, auquel s'ajoute le paiement de 17,33 heures supplémentaires majorées de 25 %.

### Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Saint-Rémy-de-Provence, le 18 octobre 2013.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective**  
**IDCC : 9131. – EXPLOITATIONS AGRICOLES ET COOPÉRATIVES**  
**D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE**  
**(Bouches-du-Rhône)**  
**(12 février 1986)**  
(Etendue par arrêté du 16 mai 1986,  
*Journal officiel* du 29 mai 1986)

AVENANT N° 46 DU 18 OCTOBRE 2013

NOR : AGRS1397223M  
IDCC : 9131

Entre :

La FDSEA des Bouches-du-Rhône ;

La FD CUMA des Bouches-du-Rhône,

D'une part, et

L'UD FGA CFDT des Bouches-du-Rhône ;

L'UD CFTC-Agri des Bouches-du-Rhône ;

L'UD SNCEA CFE-CGC des Bouches-du-Rhône,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification de la valeur des points indiciaires*

En application de l'article 6.2, l'annexe III est modifiée comme suit :

« Compte tenu de l'avenant n° 46 du 18 octobre 2013 à la présente convention, le point P1 est fixé à 0,0941 € et le point P2 à 0,0115 €. La grille des salaires est donc la suivante.

*(Voir tableau pages suivantes.)*

(En euros.)

NIVEAU OU ÉCHELON Coefficient	TYPE D'ACTIVITÉ	AUTONOMIE	RESPONSABILITÉ	ACQUISITION des compétences	SALAIRE HORAIRE	35 HEURES
Manœuvre 1 Coefficient 100	Exécute des tâches ou travaux simples.	Exécute des ordres précis sous un contrôle habituel.	Limitée à l'exécution des tâches. Signale les anomalies. Applique les consignes de sécurité.	Possède des connaissances professionnelles réduites, acquises par simple démonstration.	9,41	1 427,21
Ouvrier spécialisé 2 Coefficient 115	Effectue un ensemble de tâches simples d'exécution. Utilise des machines simples, préréglées. Est capable de pratiquer une conduite élémentaire des trac- teurs.	Exécute des consignes sous un contrôle occasionnel.	Est capable de prendre des initia- tives individuelles. S'adapte aux anomalies. Applique les consignes de sécurité.	Possède une expérience polyvalente de l'exécu- tion de travaux.	9,58	1 453,00
Ouvrier qualifié 3 Coefficient 135	Est capable de réaliser des opéra- tions (ensemble de travaux com- plexes). Utilise des machines à moteur courantes ; en effectue les ré- glages courants.	Exécute des instructions pré- cises sous un contrôle de résultats.	Organise son poste de travail. Dépiste et répare les anomalies courantes. Met en œuvre les directives concernant la sécurité.	Possède une expérience acquise en 2 ans au moins de pratique profession- nelle. Référéntiel profession- nel : CAPA.	9,81	1 487,88
Ouvrier hautement qualifié Catégorie 1 4 Coefficient 155	Est responsable d'un ensemble d'opérations. Utilise des machines complexes, en effectue les réglages et réparations courantes. Contrôle l'état des productions.	Exécute des instructions générales sous un contrôle général. Est autonome dans son travail.	Est responsable de la bonne exé- cution de son travail. Met en œuvre les directives concernant la sécurité. Peut contrôler occasionnellement une équipe de travail.	Possède une expérience confirmée permettant la polyvalence. Référéntiel professionnel : BEPA.	10,04	1 522,77



NIVEAU OU ÉCHELON Coefficient	TYPE D'ACTIVITÉ	AUTONOMIE	RESPONSABILITÉ	ACQUISITION des compétences	SALAIRE HORAIRE	35 HEURES
Ouvrier hautement qualifié Catégorie 2 5 Coefficient 200	Participe aux décisions techniques. Effectue le diagnostic de l'état des productions. Possède des bases de gestion. Maîtrise l'ensemble des opérations d'un chantier de travail.	Exécute des objectifs définis par directive, est contrôlé sur ces objectifs et en rend compte.	Organise et exécute des chantiers. Peut contrôler des équipes de travail. Remplace occasionnellement un cadre ou l'exploitant. Met en œuvre les directives concernant la sécurité.	Possède des connaissances professionnelles appro- fondies. Référentiel professionnel : BTA.	10,56	1 601,64

## **Article 2**

### *Demande d'extension et entrée en vigueur*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera applicable :

- à compter du premier jour du mois de la publication de l'arrêté d'extension, si celle-ci intervient entre le 1<sup>er</sup> et le 15 du mois ;
- à compter du premier jour du mois suivant celui de la publication de l'arrêté d'extension, si celle-ci intervient entre le 16 et le 31 du mois.

Fait à Saint-Rémy-de-Provence, le 18 octobre 2013.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective**

**IDCC : 9551. – EXPLOITATIONS FORESTIÈRES  
(Meuse)  
(27 juin 1973)**

(Etendue par arrêté du 31 juillet 1974,  
*Journal officiel* du 23 août 1974)

**AVENANT N° 91 DU 11 JUILLET 2013**

NOR : AGRS1397226M  
IDCC : 9551

Entre :

Le syndicat des exploitants forestiers, scieurs et industriels du bois Meurthe-et-Moselle et Meuse ;

Le syndicat des sylviculteurs producteurs de bois de la Meuse,

D'une part, et

L'UD des syndicats CFDT ;

L'UR des syndicats FO ;

Le SNCEA CFE-CGC ;

L'UR des syndicats CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Il est rappelé que le Smic est un salaire de référence, garanti par la loi et applicable à tous les emplois. Le Smic horaire a été fixé à 9,43 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

En application de l'avenant n° 88 du 9 septembre 2011 relatif aux nouvelles définitions des classifications, le barème des rémunérations minimales annexé à la convention collective est modifié comme suit pour les salariés travaillant au temps :

*Ouvriers*

*(En euros.)*

CATÉGORIE	RÉMUNÉRATION horaire	RÉMUNÉRATION mensuelle brute (base 151,67 heures)
A	9,43	1 430,25
B	9,69	1 469,68
C	10,13	1 536,42
D	10,57	1 603,15

*Agents de maîtrise**(En euros.)*

CATÉGORIE	RÉMUNÉRATION horaire	RÉMUNÉRATION mensuelle brute (base 151,67 heures)
AM I	10,98	1 665,34
AM II :		
– échelon 1	12,38	1 877,67
– échelon 2	13,77	2 088,50
AM III :		
– échelon 1	15,53	2 355,44
– échelon 2	17,27	2 619,34

*Cadres**(En euros.)*

CATÉGORIE	RÉMUNÉRATION horaire	RÉMUNÉRATION mensuelle brute (pour 151,67 heures)
C 1	14,11	2 140,06
C 2	16,92	2 566,26
C 3	19,01	2 883,25
C 4	20,40	3 094,07
C 5	21,11	3 201,75
C 6	22,15	3 359,49
C 7	23,55	3 571,83
C 8	25,31	3 838,77

**Article 2**

Les dispositions du présent avenant prendront effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2013.

**Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé aux services d'enregistrement de l'unité territoriale 55 de la DIRECCTE Lorraine, en l'absence d'opposition après un délai de 15 jours suivant la signature.

Fait à Nancy, le 11 juillet 2013.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective**  
**IDCC : 9551. – EXPLOITATIONS FORESTIÈRES**  
**(Meuse)**  
**(27 juin 1973)**

(Etendue par arrêté du 31 juillet 1974,  
*Journal officiel* du 23 août 1974)

**AVENANT N° 92 DU 11 JUILLET 2013**

NOR : AGRS1397227M  
IDCC : 9551

Entre :

Le syndicat des exploitants forestiers, scieurs et industriels du bois Meurthe-et-Moselle et Meuse ;

Le syndicat des sylviculteurs producteurs de bois de la Meuse,

D'une part, et

L'UD des syndicats CFDT ;

L'UR des syndicats FO ;

Le SNCEA CFE-CGC ;

L'UR des syndicats CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Il est rappelé que le Smic est un salaire de référence, garanti par la loi et applicable à tous les emplois. Le Smic horaire a été fixé à 9,43 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

En application de l'avenant n° 88 du 9 septembre 2011 relatif aux nouvelles définitions des classifications, le barème des rémunérations minimales annexé à la convention est modifié comme suit concernant le personnel travaillant à la tâche :

**I. – Grumes**

Feuillus toutes essences

(En euros.)

TRAVAUX	SALAIRE DE BASE (par stère)
1 <sup>re</sup> catégorie : abattage de grumes dans les futaies et taillis sous futaies, avec ébranchage et découpe, sans façonnage des houppiers.	3,90
2 <sup>e</sup> catégorie : abattage dans les futaies avec façonnage des houppiers :	
– avec mise en andain	6,44
– sans mise en andain	5,25

TRAVAUX	SALAIRE DE BASE (par stère)
3 <sup>e</sup> catégorie : abattage dans les coupes de régénération, sans ouverture de place et chemin :	
– avec mise en andain	6,63
– sans mise en andain	5,45
4 <sup>e</sup> catégorie : abattage dans les taillis sous futaies avec exploitation des taillis :	
– avec mise en andain	7,17
– sans mise en andain	5,74
5 <sup>e</sup> catégorie : abattage dans les taillis sous futaies sans exploitation du taillis mais avec ouverture de place et chemin :	
– avec mise en andain	7,73
– sans mise en andain	6,08

## Peupliers

(En euros.)

TRAVAUX	SALAIRE DE BASE
Abattage sans façonnage des houppiers	2,84
Abattage avec façonnage des houppiers :	
– avec mise en andain	5,30
– sans mise en andain	4,13
Résineux (le cubage est exclusivement sous écorce) :	
– coupe d'éclaircie	6,27
– coupe à blanc-étoc	6,00
Traits de découpe de qualité :	
– diamètre jusqu'à 65 cm, le trait	0,87
– diamètre supérieur à 65 cm, le trait	1,40

## II. – Tous bois d'industrie ou de trituration non écorcés

TRAVAUX	SALAIRE DE BASE
Au stère :	
La surmesure d'usage suivant la nature du bois de 20 % sur les 2 m :	Gré à gré
– avec mise en andain	
– sans mise en andain	
A la tonne :	
Salaires minimaux correspondant à ces travaux	Gré à gré

### III. – Autres bois (cube unitaire conventionnel admis)

(En euros.)

TRAVAUX	SALAIRE DE BASE
Poteaux :	
Bruts le m <sup>3</sup>	9,85

### IV. – Bois de chauffage

TRAVAUX	SALAIRE DE BASE
Fendu et enstéré	Gré à gré

### V. – Travaux divers

(En euros.)

TRAVAUX	SALAIRE DE BASE
Travaux ne pouvant être faits à la pièce :	
– journée en régie sans machine	62,22
– journée en régie avec machine	65,79

#### Article 2

Les dispositions précitées du présent avenant prendront effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2013.

#### Article 3

Frais de mécanisation :

Il est rappelé que la circulaire du 4 avril 2006 a été abrogée et remplacée par la circulaire SG/SAFSL/SDTPS/2010-1509 du 1<sup>er</sup> juin 2010, qui stipule que :

« Compte tenu de la revalorisation des coûts d'acquisition et d'utilisation du matériel de coupe, le montant maximum des indemnités forfaitaires pour frais de mécanisation pouvant être déduites de l'assiette de cotisations sociales des ouvriers bûcherons est fixé comme suit :

- 1,25 € par m<sup>3</sup> pour les grumes de bois d'œuvre ;
- 2,16 € par m<sup>3</sup> apparent (remplace l'ancienne unité de stère) ou 3,82 € par tonne pour les bois d'industrie et bois de feu.

La présente revalorisation est applicable aux gains et rémunérations versés aux ouvriers bûcherons à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010. »

#### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé aux services d'enregistrement de l'unité territoriale 55 de la DIRECCTE Lorraine, en l'absence d'opposition après un délai de 15 jours suivant la signature.

Fait à Nancy, le 11 juillet 2013.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective**

**IDCC : 9151. – EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE ET D'ÉLEVAGE,  
EXPLOITATIONS DE CULTURE OU D'ÉLEVAGE SPÉCIALISÉS,  
ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES RURAUX ET FORESTIERS  
ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE**

**(Cantal)**

**(5 janvier 1978)**

(Etendue par arrêté du 7 novembre 1978,  
*Journal officiel* du 19 janvier 1979)

**AVENANT N° 75 DU 13 SEPTEMBRE 2013**

NOR : AGRS1397225M

IDCC : 9151

Entre :

La FDSEA du Cantal ;

La FD CUMA du Cantal ;

La FEDT,

D'une part, et

L'UD des syndicats CFTC du Cantal ;

L'UD des syndicats SNCEA CFE-CGC du Cantal,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'annexe I sont ainsi modifiées :

« Les salaires minimaux, prévus à l'article 21, afférents à chacun des coefficients suivants sont fixés comme suit :

**1. Classification des emplois de salariés : ouvriers, employés**

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (35 heures par semaine)
I	1	100	9,43	1 430,25
	2	110	9,45	1 433,28
II	1	120	9,51	1 442,38
	2	130	9,60	1 456,03



NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (35 heures par semaine)
III	1	140	9,69	1 469,68
	2	150	9,80	1 486,37
IV	1	160	10,55	1 600,12
	2	170	11,00	1 668,37

## 2. Classification des emplois de techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (35 heures par semaine)
I	1	200	11,56	1 753,31
	2	210	12,29	1 864,02
II	1	220	12,81	1 942,89

## 3. Classification des emplois de cadres

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (35 heures par semaine)
I	300	14,91	2 261,40
II	310	17,02	2 581,42

### Article 2

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2013.

Fait à Aurillac, le 13 septembre 2013.

(Suivent les signatures.)

---

Directeur de la publication : Jean-Denis Combrexelle

165130500-001213

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours

---